

Africa Water Forum 2014 de Ouagadougou

## L'Afrique se prépare à parler d'une seule voix en Corée

*Afin de parler d'une seule voix au prochain Forum Mondial de l'eau qui se tiendra à Daegu en Corée du sud, les acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement se sont retrouvés dans la capitale burkinabè pour une Conférence internationale Africa Water Forum. Organisé par l'institut International d'ingénierie de l'Eau (2iE) et le gouvernement du Burkina Faso en partenariat avec le Conseil des Ministres Africains de l'Eau (AMCOW) et le Conseil Mondial de l'Eau (CME), l'évènement a rassemblé plus de 450 participants pour trois jours de travaux.*

Page 8



**Notre compatriote Alain TOSSOUNON distingué**



Le vendredi 13 juin au cours d'un side-event dans le cadre du Forum Africa Water a eu lieu la remise des prix aux lauréats du concours de journalisme « Eau et Environnement organisé par l'UICN-PACO et le GWP/AO. Parmi les trois journalistes lauréats, notre compatriote Alain TOSSOUNON a remporté le Prix du Meilleur article en langue française.

Page 9

Participation du Bénin au 7ème FME

## La société civile inquiète de la préparation du processus

*Du 12 au 17 Avril 2015, la Corée du sud accueille l'organisation du 7ème Forum Mondial de l'Eau (FME). Un rendez-vous international très important au cours duquel, les pays en voie de développement bénéficient souvent des engagements financiers des Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Mais, à moins d'un an de ce rendez-vous, les Acteurs Non Etatiques (ANE) du secteur de l'eau et de l'assainissement s'inquiètent de la faible mobilisation des acteurs étatiques dans la préparation du Bénin.*

Page 12



# Edito / Sommaire

## EDITORIAL

### Appel à la mobilisation pour le 7e FME



Après le 6<sup>e</sup> Forum Mondial de l'Eau de Marseille en 2012, le 7<sup>e</sup> se tiendra 3 ans après et dans quelques mois, dans la ville de Daegu (République de Corée) du 12 au 17 Avril 2015. Cette 7<sup>ème</sup> édition du plus grand événement de l'eau dans le monde, comme les précédentes, réunira les participants de la communauté internationale de l'eau ainsi que les politiques et les décideurs de tous les coins du monde pour discuter des questions actuelles de l'eau et catalyser des changements positifs.

Après le Forum de Marseille connu pour être celui du temps des solutions, le forum de Daegu se concentrera sur la mise en œuvre de ces solutions qui ont été identifiées en France avec trois (3) objectifs stratégiques. Il s'agit en effet de passer des solutions à la mise en œuvre, de combler la plate-forme de la science et de la technologie aux questions de l'eau et enfin de contribuer à la définition des Objectifs de développement durable (ODD).

Ainsi, quatre thèmes principaux regroupant seize (16) thèmes constituent le cadre thématique du 7<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau à savoir : la Sécurité de l'eau pour tous, l'Eau pour le développement et la prospérité, l'Eau pour un développement durable; l'harmonisation des êtres humains et la nature et la Construction des mécanismes de mise en œuvre réalistes.

Afin de bien préparer ce rendez-vous mondial de l'espoir pour tous les peuples, des processus régionaux ont pris corps depuis plusieurs mois. Chaque région se mobilise pour donner un contenu à ses priorités pour les trois (3) prochaines années. Car, en plus des enjeux traditionnels de cette grande célébration de l'eau, le 7<sup>e</sup> Forum se déroulera à un moment où la communauté internationale fera l'exercice du bilan des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), 15 ans après leur adoption par tous les pays en voie de développement. Aussi, par la même occasion, le monde se fixera de nouveaux objectifs appelés Objectifs de Développement Durables (ODD) en remplacement des OMD.

Face à ces enjeux, les processus régionaux s'imposent comme une démarche importante pour dessiner un nouvel avenir de l'eau pour chaque région. Aussi chacune des régions que sont les Amériques, l'Asie-Pacifique, l'Europe, la Méditerranée et de la région arabe a-t-elle

déjà enclenché ce processus. Pour ne pas rester en marge comme à l'accoutumée, l'Afrique a aussi rejoint les rangs avec l'organisation de Africa Water Forum de Ouagadougou qui a posé les jalons de ce processus régional. Désormais, après la région, chaque pays devra aussi se préparer pour fixer ses priorités et mobiliser ses acteurs de tous les champs d'action (politique, sciences et technologie, collectivités locale, société civile). Ainsi, nous nous devons au Bénin, de ne pas croiser les bras et de nous mobiliser au mieux pour une bonne préparation. Déjà, la forte participation des acteurs de la société civile au Forum de Ouagadougou constitue un bon départ. Mais, il faudra que tous les acteurs étatiques et non étatiques, dans un mouvement d'ensemble et dans une synergie d'actions, se retrouvent pour préparer un Forum national ou tout au moins une consultation nationale permettra de définir et de fixer les grands objectifs et les grandes priorités de notre pays dans ce secteur. Nul ne sera de trop et le 7<sup>e</sup> Forum qui ambitionne de promouvoir un forum citoyen, des jeunes et enfants pour sensibiliser les populations constitue une chance inouïe pour tous les pays de sonner une grande mobilisation.

A nous donc, unis dans l'action, d'agir vite pour représenter dignement et avec efficacité notre pays à ce grand rendez-vous.

C'est l'appel que nous lançons à travers ce 19<sup>e</sup> numéro de l'année de votre revue électronique les Pages Bleues. Egalement, dans ce numéro, vous trouverez dans la rubrique « Actualités » très riche et bien fournie des comptes rendus de plusieurs activités organisées par les acteurs du secteur dont un dossier spécial sur Africa Water Forum de Ouagadougou. Dans la rubrique « Analyse » et « Parole aux acteurs », toujours pour tirer la sonnette d'alarme, nous avons rapporté les inquiétudes de la société civile face à la lenteur du processus national de préparation du 7<sup>e</sup> FME. Enfin, dans la rubrique « Tribune aux partenaires », nous vous invitons à aller à la découverte du nouveau programme « WASHplus » financé par l'USAID.

Bonne lecture à toutes et à tous !

**André Zogo**

**Coordonnateur du PNE-Bénin**

### Sommaire :

#### ● Editorial

- Appel à la mobilisation pour le 7e FME ..... P.2

#### ● Actualité

- Sommet africain sur l'intégrité de l'eau : Stimuler l'accès universel à l'eau ..... P.3

- Remise d'équipements d'hygiène et d'assainissement aux EPP à Kérou : Contribuer à l'amélioration de la santé des enfants en milieu scolaire ..... P.4

- Célébration de la JNHA 2014 : La commune de Kérou se mobilise pour l'hygiène de l'eau de boisson..... P.5

- Voyage d'étude au Nigéria sur la valorisation de la jacinthe d'eau : Améliorer la gouvernance en eau du complexe du lac Nokoué-lagune de Porto-Novo ..... P.6

- Atelier d'information et d'échanges avec les députés : Mieux appréhender le contenu du Projet de Loi-cadre sur les pêches au Bénin ..... P.7

- Africa Water Forum 2014 de Ouagadougou : L'Afrique se prépare à parler d'une seule voix en Corée ..... P.8-9-10

- Amélioration de l'accès des populations aux services WASH au Bénin : Les membres du CANEA à l'école du suivi-budgétaire des finances publiques ..... P.11

#### ● Analyse

- Participation du Bénin au 7<sup>ème</sup> FME : La société civile inquiète de la préparation du processus ..... P.12-13

#### ● Parole aux acteurs

- Félix Adégnika, membre de la société civile WASH du Bénin : « Pour que l'Afrique puisse parler d'une même voix au 7<sup>e</sup> FME, il faut que chaque pays organise son propre forum national » ..... P.14-15

- Armel OTEKO, jeune participant à AfricaWater Forum 2014 : « Il faut que la voix de la jeunesse soit entendue » ..... P.16

#### ● Tribune des partenaires

- Amélioration de l'hygiène en milieu périurbain : WASHplus, une solution scientifiquement prouvée ..... P.17

#### ● Conseils et Innovations

- PREPARATION DE L'AFRIQUE AU 7<sup>ème</sup> FORUM MONDIAL DE L'EAU : « L'AFRIQUE SE PREPARE AU 7<sup>ème</sup> FME » ..... P.18



## Les Pages Bleues

### Siège

Placodji (Cotonou)  
01BP 4392 Cotonou (RB)  
Tél : (229)21311093  
E-mail : contact@gwppnebenin.org  
Site Web : www.gwppnebenin.org

### Directeur de Publication

André ZOGO

### Equipe de Rédaction

Aurore E. BLOKOU (PNE-Bénin)

Rachel ARAYE K. (PNE-Bénin)

KITI Bonaventure (RJBEA)

Alain TOSSOUNON (RJBEA)

Adrien SODOKIN (DG Eau)

Arnauld ADJAGODO (PNE-BENIN)

### Conception graphique

Afriq Edi-Com

# Actualité

## Sommet africain sur l'intégrité de l'eau

# Stimuler l'accès universel à l'eau

*Du 29 au 30 avril a eu lieu à Lusaka en Zambie, le premier sommet africain sur l'intégrité dans le secteur de l'eau qui a réuni 90 experts et acteurs provenant de 30 pays dont 22 africains. Ce forum qui s'est déroulé au terme du « Programme régional de développement des capacités pour la promotion et le développement de l'intégrité dans le secteur de l'eau dans l'Afrique sub-saharienne », vise à encourager et stimuler le dialogue autour des grandes leçons dans la lutte contre la corruption dans le secteur de l'eau au niveau régional et national.*



**Photo de famille des participants au forum**

« Stimuler les progrès dans l'accès universel à l'eau » est l'objectif de ce premier sommet de l'espoir pour une intégrité dans le secteur de l'eau en Afrique organisé par le PNUD à travers la Facilité pour la Gouvernance de l'Eau, le Réseau de l'Intégrité de l'Eau (WIN), WaterNet, Cap-Net et l'Institut International de l'Eau de Stockholm (SIWI).

En ouvrant les travaux de cet important sommet, le Vice-ministre zambien des Mines, de l'énergie et de l'eau, Charles Zulu, qui s'est félicité du choix de son pays pour abriter ce sommet, a indiqué que « lutter contre la corruption constitue un pas pour relever le défi de l'accès de tous à l'eau en Afrique ». Il a précisé que le sommet ambitionne de créer une plateforme pour trouver les moyens

de combattre la corruption nuisible aux efforts de développement du secteur et de nos États. Déjà, il s'est aussi félicité de la formation de 435 personnes formées comme ambassadeurs de l'intégrité de l'eau en Afrique. Pour terminer, il a salué la facilitation du sommet par la Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC), AMCOW et les partenaires. Pour la Secrétaire permanente du Ministère zambien en charge de l'eau, Mme Charity C. Mwansa, le combat pour l'intégrité de l'eau est un raccourci pour aller vers un monde plus sécurisé de l'eau, améliorer les vies des foyers et lutter contre la pauvreté. Pour elle, le problème de l'intégrité de l'eau doit être reconnu comme un problème mondial. Car, les effets néfastes de la corrup-

tion dans le secteur de l'eau sont grands, a soutenu le Directeur de Cap-Net PNUD, Dr ThembaGumbo. « Nous devons travailler dans la transparence dans tout ce que nous faisons au-delà du secteur de l'eau », a signalé PheraRamoeli, gestionnaire de programme de la Division Eau de la Communauté de développement d'Afrique Australe (SADC). Une communauté d'États qui reconnaît l'impact de la corruption sur le développement comme un fléau à travers son protocole.

Au terme de ce sommet, les résultats ont été compilés sous forme d'une déclaration qui sera présentée aux ministres africains, selon la Directrice de la Facilité pour la Gouvernance de l'eau, Dr Marianne Kjellén.

### Des recommandations ambitieuses

Dans la Déclaration finale ayant sanctionné le forum, les participants ont fait des recommandations idoines pour porter plus haut les questions d'intégrité dans le secteur de l'eau. En se fondant sur leurs expériences et les enseignements tirés de la mise en œuvre des plans d'action, le sommet s'est avant tout félicité des « actions courageuses » des ambassadeurs de l'intégrité qui ont apporté des améliorations visibles. Pour ce faire, le sommet invite les décideurs au plus haut niveau à « prendre acte de ces succès et faire preuve d'un engagement clair » pour la promotion de l'intégrité dans le secteur de l'eau.

De même, les participants au sommet ont recommandé d'intensifier la dénonciation publique de la corruption par

ce que l'application des textes est « systématiquement bafouée et sapée » dans les pays. De plus, soutenant que « sans eau il n'y a pas d'intégrité de l'eau possible » et face aux défis liés à la diminution des ressources en eau, la forte croissance démographique, l'urbanisation galopante, la destruction accélérée des écosystèmes aquatiques productifs et le changement climatique, ils signalent que la gestion et la préservation de l'intégrité des ressources en eau sont indissociables d'une Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE).

Aussi, dans un contexte où les réformes sont en cours dans plusieurs pays et régions d'Afrique, cela constitue une chance à saisir pour la promotion de l'intégrité. Un effort doit être fait pour que l'intégrité soit prise en compte dans les politiques et stratégies en matière d'eau. Car, les objectifs de l'accès universel à l'eau, d'éradication de la pauvreté et de développement économique ne peuvent être atteints que si les politiques de l'eau vont de pair avec la promotion de l'intégrité. A l'unanimité, les participants ont aussi fait remarquer que la participation des parties prenantes informées et une société civile forte constituent « des forces motrices » pour davantage d'intégrité.

Et pour terminer, pour plus d'engagement et considérant que les coûts de l'inaction sont trop élevés, le forum et ses partenaires ont lancé un vibrant appel aux gouvernements, aux institutions régionales et aux organisations internationales, le secteur privé et la société civile pour la promotion de l'intégrité de l'eau.

**Alain TOSSOUNON  
(RJBEA)**

### Autres recommandations

- Faire de la gouvernance de l'eau, une gouvernance inclusive, qui prend en compte toutes les parties prenantes dont les plus vulnérables
- Respecter les normes minimales de gestion financière et comptable
- Investir résolument dans le développement des capacités à tous les niveaux mais aussi au niveau des communautés locales pour une participation effective de tous

# Actualité

## Remise d'équipements d'hygiène et d'assainissement aux EPP à Kérou

### Contribuer à l'amélioration de la santé des enfants en milieu scolaire

*A l'occasion d'une cérémonie qui s'est tenue le jeudi 29 mai, quatre (4) écoles primaires publiques de la commune de Kérou ont reçu des ouvrages et équipements d'hygiène et d'assainissement de base. C'est le fruit d'un partenariat entre le Programme WASH, EAA-Bénin et la commune de Kérou.*



**Mme Yadjidé Gbèdo de l'EAA-Bénin remettant les équipements au Directeur de EPP-Kpéwonka A**

D'un coût global de 3.300.000 de francs CFA, les équipements d'hygiène et d'assainissement de base sont constitués de 50 Postes d'Eau Potables, de latrines ECO-

SAN et de matériels de jardinage pour les Ecoles primaires publiques de Kpéwonka A et de Kabongourou A. En dotant ces écoles primaires publiques de ces équipements, le Programme

WASH mis en œuvre par EAA-Bénin dans cette commune avec l'appui de l'Alliance WASH néerlandaise et l'Alliance WASH-Bénin, vise essentiellement à accompagner ces écoles pilotes dans l'appropriation de bonnes pratiques d'hygiène et de l'approche ECOSAN. Mais aussi, avec les différents matériels de jardinage, le programme vient soutenir la promotion de jardins scolaires.

En recevant ces équipements devant ses nombreux écolières et écoliers, le Directeur de l'Ecole primaire publique de Kpéwonka A, Bani Zacharie n'a pas caché sa joie. « C'est un jour merveilleux », a-t-il dit avant de saluer EAA-Bénin et l'Alliance WASH qui finance le programme. Pour lui, il n'y a pas de doute, ces dispositifs de lave-mains et les latrines ECOSAN vont avoir un impact sur la santé et l'éducation des écoliers. « Ces équipements et les latrines vont améliorer la santé des enfants. Nous aurons moins d'absence pour cause de maladies comme la diarrhée au niveau des apprenants », a soutenu le Directeur Bani Zacharie. Pour l'entretien des équipements, il a rassuré les partenaires en annonçant qu'un comité sera mis en place pour veiller à leur bon usage. Déjà, il a souligné

que dans la plupart des écoles de la commune, il existe des clubs de santé scolaire avec le soutien d'un enseignant qui veillent au suivi des bonnes pratiques d'hygiène dans les établissements scolaires.

Dans son intervention, le chef service eau de la Mairie de Kérou, Garbaldrissou, s'est également réjoui de la remise de ces équipements pour les écoliers et écolières. Il a signalé que c'est un geste qui touche à la santé des enfants et qui répond à la vision du Plan de développement communal qui fait de la santé de la couche juvénile, une des grandes priorités. Pour terminer, il a exhorté les enfants à bien utiliser les équipements.

En s'adressant au corps enseignant et aux écoliers, M<sup>me</sup> Yadjidé Gbèdo Adissoda a, au nom de la Représentante résidente de EAA-Bénin, invité les enseignants et les apprenants, à bien entretenir les équipements et à les utiliser judicieusement. « Il faut un dispositif de gestion et d'entretien des Postes d'Eau Potables », a-t-elle indiqué. Pour terminer, elle a signifié que c'est l'existence d'un jardin scolaire dans les écoles bénéficiaires qui a motivé l'accompagnement en matériels.

**Alain TOSSOUNON**  
(RJBEA)



**Une latrine ECOSAN réalisée au profit de l'EPP Kpéwonka**

# Actualité

Célébration de la JNHA 2014

## La commune de Kérou se mobilise pour l'hygiène de l'eau de boisson

*Instaurée au plan national pour une prise de conscience collective, la Journée Nationale de l'Hygiène et de l'Assainissement a été célébrée par l'Alliance WASH dans la commune de Kérou. Une occasion pour les membres de ce consortium, d'inviter les populations de cette commune et le gouvernement local à faire désormais de l'hygiène et de l'assainissement, une préoccupation majeure afin de réduire les risques liés aux maladies hydriques. C'était le 24 avril à la Maison des jeunes de la commune de Kérou en présence des autorités locales et des femmes fortement mobilisées.*

« Avec l'hygiène de l'eau de boisson, sauvons des vies humaines ». C'est le thème de ralliement choisi pour sonner la mobilisation pour cette journée de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène. Le top de la célébration a été donné par le premier adjoint au maire, Méré Bio Yo, qui dans son message a indiqué que le thème choisi cette année est « précieux ». Car, selon lui, depuis des décennies, plusieurs vies humaines ont été perdues à cause d'une mauvaise hygiène de l'eau de boisson. Ainsi, il est temps que l'hygiène de l'eau de boisson soit la chose la mieux partagée des populations. C'est pourquoi, il a sa-

lué le choix porté sur la commune de Kérou et surtout les partenaires pour leur sollicitude. « Aujourd'hui, nous invitons les jeunes, les vieux, les femmes, les adultes, tous les usagers de l'eau, les propriétaires des restaurants et autres à une bonne hygiène de l'eau », s'est-il adressé aux populations de sa localité tout en soutenant que l'eau de boisson doit cesser d'être une source de maladies. Dans son intervention, le Coordonnateur de l'Alliance WASH, Albert Etèka, a rappelé que l'Alliance WASH-Bénin qui soutient l'organisation de cette célébration, a été mise en place en 2010 avec un consortium de 7 ONG nationales et internationales



**Le 1er Adjoint au maire de Kérou entouré des membres de l'Alliance Wash-Bénin**

(Helvetas, DCAM-Bethesda, CEBEDES, BUPDOS, EAA, PROTOS, PNE-Bénin) intervenant dans le secteur AE-PHA. Il a expliqué que cette alliance travaille aux côtés des populations et des autorités locales pour un meilleur accès à l'eau et aux systèmes adéquats d'assainissement.

Prévu pour durer cinq ans (2011- 2015), le programme de l'alliance WASH couvre 25 communes des départements du Borgou, de l'Alibori, de l'Atacora et de la Donga avec une concentration dans 4 communes à savoir: Sinendé – Parakou – Kérou – Kandi.

### La propreté autour des points d'eau préoccupe

Pour faire passer le message à travers le thème de la célébration, une marche de sensibilisation a été organisée. Partis de la maison des jeunes avec des banderoles qui invitent à une meilleure hygiène de l'eau, les femmes chantaient sans relâche les bienfaits d'une eau potable. Une manière de toucher plus de personnes. La marche a conduit la foule et les participants tous vêtus de blanc, au

point d'eau de Sinagourou 1. Ensemble, tous ont pu apprécier l'état de propreté autour du point d'eau. Déjà, la veille, un comité restreint à inspecter trois autres points d'eau dans le cadre de cette célébration afin de récompenser les délégataires qui maintiennent propres, les alentours de leurs points d'eau. Les meilleurs sont repartis avec un lot de matériels pour les encourager à garder le cap. Mais, bien avant la remise de prix une séance de sensibilisation a été organisée avec à la clé des petites affiches présentant des situations diverses de mauvaise hygiène de l'eau. Tout en paraissant ludique, l'exercice a permis d'évaluer le niveau de connaissance des participants en matière de mesures d'hygiène de l'eau de boisson.

La journée a pris fin sur une note de gaité avec des populations dorénavant aguerries sur les bonnes pratiques d'hygiène de l'eau boisson importantes pour éviter des maladies.

**Alain TOSSOUNON  
(RJBEA)**



# Actualité

Voyage d'étude au Nigéria sur la valorisation de la jacinthe d'eau

## Une opportunité d'affaires pour les opérateurs économiques béninois

*Du 15 au 17 avril 2014, une délégation béninoise s'est rendue au Nigéria dans l'Etat de Lagos pour une meilleure connaissance de l'expérience de la société SME FUNDS en matière de valorisation de la jacinthe d'eau. Organisé par le Conseil Intercommunal d'Eco-Développement (CIED) Nokoué avec l'appui du Partenariat National de l'Eau du Bénin (PNE-Bénin), ce voyage d'étude a connu la participation d'une dizaine de personnes provenant des structures et Directions diverses.*



**Discussion avec le président des communautés**

L'objectif de ce voyage est de créer un cadre d'échanges et de partage d'expériences autour de la transformation de la jacinthe d'eau en combustible et autres produits de valorisation en vue de contribuer au nettoyage de la lagune de Porto-Novo. Ainsi, ce voyage s'inscrit dans la recherche d'alternatives probantes de valorisation de la jacinthe d'eau pouvant contribuer au nettoyage des cours et plans d'eau du Bénin en particulier la lagune de Porto-Novo. Pour rappel, la jacinthe d'eau (*Eichhornia crassipes*) est une plante aquatique exotique, originaire d'Amérique du Sud, qui prolifère à la surface des plans d'eau douce et dans les zones humides en Afrique et au Moyen-Orient

depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. De nombreuses tentatives de luttés (mécanique, chimique et biologique) contre la prolifération de la plante ont été entreprises mais se sont révélées peu efficaces, avec des résultats peu satisfaisants ; les nuisances persistent au niveau du milieu lagunaire. Des alternatives de valorisation de la jacinthe d'eau ont été expérimentées mais très peu ont été adoptées par les populations (fabrication des objets d'arts, production de biogaz, production d'engrais vert ou compost, fourrage des animaux, purification de l'eau et des fosses, etc.). Ainsi, la production du gel éthanol, un biocarburant fabriqué à base de la jacinthe par la société SME FUNDS au Ni-

geria et promu par le Carbon Credit Network donne une lueur d'espoir dans la sous-région avec près de 10 000 litres de gel éthanol produit par jour.

Le déroulement du voyage a été marqué par (i) la séance de travail avec les responsables de la société SME FUNDS avec à sa tête Monsieur Kunle ODEBUMI, Chief Executive Officer Adjoint de la société, (ii) la visite d'un Green Center à Ikedja, un centre de distribution des produits issus de la société (Foyer, gel éthanol, lampes et produits solaires etc...), (iii) la visite d'une mini-raffinerie de production du gel éthanol, (iv) la séance d'échanges avec les communautés de pêcheurs, (v) la séance d'échanges avec le staff du Lagos State Environment-Protection Agency (LASEPA) équivalent de l'Agence Béninoise pour l'Environnement au Bénin, et (vi) la séance de synthèse avec les responsables de SME FUNDS ayant porté sur le niveau d'atteinte des résultats du voyage et les possibilités de partenariat entre la société SME FUNDS et les structures béninoises.

Au total, le voyage a permis à la délégation béninoise de connaître le fonctionnement de la société, la rentabilité économique de la transformation de la jacinthe d'eau en gel éthanol, les avantages et les contraintes liés au procédé de transformation de de la jacinthe d'eau en gel éthanol, les formes d'entente mises en place avec les communautés locales pour le ramassage de la jacinthe d'eau et les avantages qu'elles en ti-

rent. La délégation béninoise convaincue de l'impact de la transformation de la jacinthe d'eau en gel éthanol sur les plans social, environnemental et économique a sollicité et obtenu l'accord et la disponibilité des responsables de la société SME FUNDS pour accompagner le Bénin dans la mise en place d'une mini-raffinerie de production du gel éthanol. À cet effet, ils ont invité la délégation béninoise à d'abord régler les préalables : quand installer la mini-raffinerie ?, combien va-t-elle coûter et où trouver le financement ? Une fois ces préalables réglés et les fonds disponibles, la société assurera le transfert de technologie qui comptera pour plus de 50%. En attendant, les dirigeants de la société se montrent disponibles à accompagner la distribution des produits de la SME FUNDS au Bénin ; ceci pour mieux faire connaître les produits au béninois et créer le besoin. Le voyage d'étude a pris fin sur une note de satisfaction des membres de la délégation béninoise qui ont salué les efforts du PNE-Bénin. Le Conseil National du Patronat du Bénin invité à prendre part au voyage n'a pas pu effectuer le voyage. Vivement qu'un opérateur économique soit intéressé par la mise en place d'une mini-raffinerie de transformation de la jacinthe d'eau en gel éthanol au Bénin pour le bonheur des pêcheurs et des nombreux jeunes en quête d'emplois.

**Maxime TEBLEKOU**  
(PNE-Bénin)

# Actualité

## Atelier d'information et d'échanges avec les députés

### Mieux appréhender le contenu du Projet de Loi-cadre sur les pêches au Bénin

Sur l'initiative du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche à travers la Direction des Pêches et l'appui technique du Partenariat National de l'Eau du Bénin, un atelier d'information et d'échanges a été organisé au profit des Députés à l'Assemblée Nationale sur le projet de loi-cadre sur les pêches au Bénin. Une initiative destinée à partager avec les élus nationaux, le contenu du projet de loi en vue de son adoption. C'était du 15 au 16 avril 2014 dans la salle de conférence de l'hôtel Bel Azur de Grand-Popo avec l'appui financier du PPEA2.



Les officiels au cours de l'ouverture des travaux

Cet atelier d'information a mobilisé les députés membres de la Commission du plan, de l'équipement et de la production, les cadres de la Direction des Pêches, du Partenariat National de l'Eau, de la Direction Générale de l'eau, des Forces Navales, de la Direction de la Marine Marchande, de la Faculté des Sciences Agronomiques, un représentant des élus locaux et des représentants des as-

sociations de pêcheurs et des mareyeuses.

Au cours de la cérémonie d'ouverture, le directeur des pêches, Jean-Baptiste DEGBEY, s'est félicité de la tenue de cet atelier. Surtout, il a souligné que cet atelier marque le dernier virage vers l'adoption du projet de loi-cadre sur les pêches au Bénin datant de 2002.

Pour terminer, il a rappelé que l'objectif visé à travers l'organisation de cet atelier, est d'amener les députés à s'imprégner suffisamment du contenu de la loi-cadre sur les pêches afin d'en être le porte-parole auprès des autres députés à l'Assemblée Nationale.

Dans son intervention, le Vice-Président de la Commission du plan, de l'équipement et de la production, le député Sabi Moussa SOULE, a souligné l'engagement des députés présents à défendre le projet de loi-cadre auprès de leurs collègues.

Tout en se réjouissant de la tenue de l'atelier, le Président du Partenariat National de l'Eau, André TOUPE, a rappelé que le processus de l'adoption de cette loi fait suite à celui de la loi sur la gestion de l'eau qui permettra de réglementer l'activité des pêches. Une fois encore, il a assuré le Ministère en charge de la pêche de l'accompagnement du PNE.

En ouvrant les travaux, le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Madame Fatouma AMADOU DJIBRIL, a insisté sur l'importance de la pêche pour l'économie de notre pays. Seulement, elle a signalé que ce sous-secteur connaît ces dernières années, d'énormes problèmes dont les plus préoccupants sont : la dégradation des écosystèmes aquatiques, une forte pression sur les ressources, l'utilisation des engins de pêche non sélectifs et par conséquent, une surpêche généralisée. Face à la situation, elle a précisé que l'élaboration et l'adoption d'une loi-cadre sur les pêches est indispensable.

Au cours de l'atelier, les participants ont eu droit à plusieurs communications. Dans

sa présentation inaugurale portant sur la visite de terrain organisée la veille de l'atelier, le directeur des pêches, est revenu sur les constats majeurs faits à savoir : installation anarchique des « acadjas » sans autorisation préalable, l'envahissement de la lagune par les plantes aquatiques proliférantes, la non-montée de la salinité à la hauteur de la lagune, la privatisation du domaine public de l'Etat.

Plusieurs innovations ont été introduites dans la nouvelle loi selon la Direction des pêches. Il s'agit de l'application du principe de précaution, implicitement ou expressément inclus dans les législations modernes ; l'inscription des embarcations de pêche artisanale maritime sur un fichier ; la réglementation de la pêche sportive ; l'organisation de l'aquaculture, notamment la qualité des alevins, de l'aliment et des prestataires de service ; l'obligation aux agents habilités (pour le contrôle et la police de pêche) de l'administration chargée des pêches d'être toujours revêtus de leur uniforme et des signes distinctifs de leur grade, etc.

Au cours des échanges, plusieurs points d'attention sont revenus. Parmi ces points de discussion, on note la nécessité d'une étude croisée entre les infractions qui freinent le sous secteur et les sanctions proposées dans le projet de loi ; la prise en compte de la recherche dans la production halieutique ; la prise de dispositions particulières relatives aux pêcheurs artisans continentaux étrangers qui opèrent dans les eaux béninoises ; d'une délimitation claire des limites de nos espaces maritimes ; la prise en compte des officiers en plus des officiers marinières à l'article 93, alinéa b, de la loi-cadre ; et enfin revoir les formulations des articles 75 et 76 pour lever l'interdiction systématique de la pratique des acadjas.

Alain TOSSOUNON  
(RJBEA)

### Les Recommandations

#### • A l'endroit de la Direction des Pêches

- ouvrir de nouveau les embouchures pour permettre la montée de la salinité qui, entre autres, est une solution pour la lutte contre la jacinthe d'eau.
- sauvegarder le domaine public que constituent les plans d'eau pour les générations futures ;
- organiser une sortie en mer à l'instar de celle faite sur la lagune de Porto-Novo ;
- travailler avec le PNE-Bénin sur la mise en cohérence de la loi-cadre sur les pêches et la loi portant gestion de l'eau.

#### • A l'endroit des Honorables députés

- aider la Direction des pêches à formuler un article relatif à la création d'un fonds d'appui à la production orienté vers le partenariat public privé.

# Actualité

## Africa Water Forum 2014 de Ouagadougou

### L'Afrique se prépare à parler d'une seule voix en Corée

*Afin de parler d'une seule voix au prochain Forum Mondial de l'eau qui se tiendra à Daegu en Corée du sud, les acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement se sont retrouvés dans la capitale burkinabè pour une Conférence internationale Africa Water Forum. Organisé par l'institut International d'ingénierie de l'Eau (2iE) et le gouvernement du Burkina Faso en partenariat avec le Conseil des Ministres Africains de l'Eau (AMCOW) et le Conseil Mondial de l'Eau (CME), l'évènement a rassemblé plus de 450 participants pour trois jours de travaux.*



**Une forte mobilisation des acteurs du secteur**

**P**réparer une position commune de l'Afrique en prélude au 7e Forum Mondial de l'Eau. C'est tout l'enjeu de cette rencontre internationale appelée de tous les vœux pour un accès de tous les Africains à l'eau et à l'assainissement. Avec la présence d'invités de marques dont le Président d'honneur du Conseil Mondial de l'Eau, Loïc Fauchon, Africa Water Forum offre une occasion aux acteurs de promouvoir un dialogue ouvert sur les politiques et programmes d'exploitation et de gestion concertées des ressources en eau, d'aborder les mécanismes de

financement innovants et de fédérer l'engagement de tous pour l'atteinte des futurs objectifs de

développement durable. Au cours de la cérémonie d'ouverture marquée par plusieurs interventions d'appel à la mobilisation et à l'action, le Directeur de 2iE, Amadou Hama Maiga, a indiqué que l'initiative de ce forum vise à créer une dynamique des acteurs africains dans leur diversité dans un contexte où la quasi-totalité des pays africains sont absents au rendez-vous du 7e objectif des OMD. Mais aussi à un moment où la communauté internationale se mobilise pour la définition des Objectifs post-2015. De même, avec ce pré-forum, c'est le processus régional en vue du 7e Forum Mondial de l'Eau qui est lancé. Un processus qui vient enrichir les conclusions de la Semaine africaine de l'eau de AMCOW qui s'est tenu du 26 au 30

mai 2014 à Dakar au Sénégal. «De nombreuses solutions et innovations existent pour répondre aux défis du secteur», a-t-il soutenu au niveau de l'institut qu'il dirige mais il reste à les rendre accessibles et applicables pour les usagers.

Pour le Secrétaire exécutif de AMCOW, Bai Mai Tall, l'heure a sonné pour que l'Afrique prenne en main son propre destin dans le secteur de l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Pour cela, il soutient absolument que l'Afrique influence l'agenda de développement de l'eau post-2015. En clair, l'Afrique doit participer activement à la définition des objectifs de 2015. Aujourd'hui, rassure-t-il, les ministres africains de l'eau au sein de AMCOW sont désormais engagés pour faire du secteur de l'eau une priorité dans leurs agendas de développement. Car, des opportunités existent en matière de valorisation de l'eau pour faire face aux problèmes de développement des différents États. Pour exemple, sur 7% de ressources en eau que compte l'Afrique dans le monde, seulement 3% sont utilisées alors que les besoins sont là. Une bonne raison pour que l'Afrique se mobilise pour tracer son propre chemin de développement.

Un message pan-africain entendu par le ministre en charge de l'Eau,

#### Quelques recommandations

Accorder au secteur de l'eau et de l'assainissement un niveau de priorité très élevé. Celapassera par une amélioration substantielle des ressources budgétaires allouées au secteur de l'eau et de l'assainissement.

- Traduire le droit à l'eau reconnu par l'assemblée générale de l'ONU de 2012 dans les lois de nos pays et les mettre en œuvre à travers les décrets d'application
- Promouvoir et soutenir de manière continue la participation inclusive de tous les acteurs de la société civile (y compris les Jeunes et les médias) et des collectivités territoriales à tous les niveaux
- Promouvoir la connaissance sur les ressources en eau (surface et souterraines) en mettant en avant les nouvelles technologies
- Encourager les investissements innovants et durables dans le développement des infrastructures en eau et assainissement à travers des projets intégrés et des infrastructures naturelles
- Accélérer les processus de décentralisation et de transfert effectif des ressources et des compétences aux Collectivités territoriales et favoriser les partenariats entre ces Collectivités territoriales et les acteurs d'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage communale des services (OSC, Jeunes Volontaires, secteur Privé, Médias, ...)

# Actualité



**Le secrétaire exécutif de AMCOW s'adressant aux participants**

des aménagements hydrauliques et de l'assainissement du Burkina Faso, Professeur Mamounata Belem, qui dans son adresse a invité tout

le monde à s'intéresser aux questions de l'eau et de l'assainissement à l'image de la coupe du monde qui mobilise le monde entier avec beau-

coup de passion. Parce que tout simplement, «accéder à une eau saine de boisson, avoir de bonnes conditions d'hygiène, vivre dans un environnement domestique et public assainis, sont non seulement des aspirations des populations mais constituent aussi des défis en termes de dignité humaine», a-t-elle signifié. Elle insistera sur la maîtrise de l'eau devenue un défi majeur car la survie de régions entières de notre planète dépend de cette ressource «précieuse». De plus, faisant le constat amer de la dégradation que connaissent les ressources en eau, elle a appelé à des actions immédia-

tes et urgentes pour éviter le stress hydrique aux populations dans un contexte de forte croissance démographique. Enfin, face à la concurrence de plus en plus vive entre les usages domestiques, industriels, agricoles mais aussi de l'élevage et de l'environnement, que connaissent les ressources en eau, assurer un équilibre devient un défi majeur.

En ouvrant les travaux de ce pré-forum, le ministre Garde des sceaux en lieu et place du Premier ministre Luc Adolphe Tiao, a soutenu que la question de l'accès à l'eau et à l'assainissement touche de plein fouet les populations tant rurales qu'urbaines et constitue l'un des défis de développement de nos États.

Tout en rappelant les efforts du gouvernement burkinabé pour améliorer le taux d'accès à l'eau et à l'assainissement, il a indiqué que le prochain forum mondial de l'eau sera un rendez-vous très important pour tous les pays qui n'atteindront pas les OMD. En effet, il importera pour ces pays de lutter pour le maintien de ces objectifs après 2015. Ainsi, il a lancé un vibrant appel à une mobilisation de tous les États africains pour une participation active de l'Afrique.

Le déroulement de ce Forum a été marqué par : i) une Table Ronde Ministérielle ; ii) une Session pour le Processus Parlementaire qui a été animé par Un Député Béninois; iii) une Session inaugurale avec deux conférences de

## Notre compatriote Alain TOSSOUNON distingué

Le vendredi 13 juin au cours d'un side-event dans le cadre du Forum Africa Water a eu lieu la remise des prix aux lauréats du concours de journalisme « Eau et Environnement organisé par l'UICN-PACO et le GWP/AO. Parmi les trois journalistes lauréats, notre compatriote Alain TOSSOUNON a remporté le Prix du Meilleur article en langue française.

Le Partenariat Régional de l'Eau de l'Afrique de l'Ouest (GWP/AO) dans le cadre de son programme de travail et le Programme Afrique Centrale et Occidentale de l'Union Internationale de Conservation de la Nature (UICN/PACO) dans le cadre de son nouveau programme « Partenariat pour la gouvernance environnementale en Afrique de l'Ouest(PAGE) » ont lancé le mois de mars dernier la première édition du concours de journalisme « Eau et Environnement ».Le concours, qui s'est terminé fin mai, a récompensé les meilleurs articles de presse et reportages audio, portant sur le thème « La Sécurité en Eau et la résilience climatique de l'Afrique de l'Ouest ».

Les prix attribués sont :

- Meilleur article de presse en langue française à M. Alain TOSSOUNON du portail internet Podcastjournal.net pour son article « La difficile adaptation des communautés de la commune d'Adjohoun aux changements climatiques : Perturbations climatiques : Quand la terre ne nourrit plus son homme »
- Meilleur reportage radio en langue française à Mme Idiadou CAMARA de la radio nationale de Guinée pour son magazine « La sécurité en eau et la résilience climatique en Afrique de l'Ouest».



**Alain Tossounon recevant son prix du Président du PNE-Bénin**

- Best English radio programme à Mme Bernadet SANNEH de la Gambia Radio and Television Services pour son magazine « Vision 2016 Food Self Sufficiency in the Gambia ».

Ce concours est une première expérience dans le cadre de la collaboration entre l'UICN et le GWP avec les médias après une période de 7 ans pendant lesquels l'activité de collaboration était axée sur la tenue de l'atelier régional de renforcement des capacités des Hommes/femmes de média. Cette expérience visait entre autres à permettre aux membres du réseau « Share Infos » de faire le lien avec toutes les formations reçues dans le cadre de la collaboration. Il s'agissait essentiellement de pouvoir faire le lien vers la sécurité en eau que la région recherche et les impacts du phénomène des changements climatiques dont les effets se font ressentir dans tous les pays de la région.

# Actualité

haut niveau qui ont porté respectivement sur la création d'un réseau eau et assainissement et le Processus Africain pour le FME ; iv) 13 Sessions techniques portant sur le processus des Sciences-Technique-Innovation et Education (SITE) ; v) 4 Sessions pour le processus Collectivités territo-

riales et Société Civile qui a connu une participation active de la société civile du Bénin; vi) 30 activités de la jeunesse pour lesquelles, quatre jeunes Béninois ont participé ; et vii) trois Visites Techniques : Pôle de croissance BAGREPOLE, Barrage et stations de pompage/traitement

de ZIGA, Campus 2iE. Par ailleurs, à l'image du 6e Forum mondial de Marseille, une présence remarquable des jeunes est notée à ce forum africain. Porteurs d'avenir, les jeunes mobilisés partageront les fruits de leurs échanges et réflexions avec les parlementaires africains

au 7e Forum Mondial de l'Eau de Corée. Plus que jamais, en Afrique, l'avenir du secteur de l'eau se dessinera désormais avec les jeunes.

**Rachel ARAYE**  
(PNE-Bénin)  
et **Alain TOSSOUNON**  
(RJBE)

## Le Bénin était au rendez-vous

*A l'instar des autres pays, le Bénin était représenté par une forte délégation de plusieurs membres au forum de Ouagadougou. Au nombre des acteurs, nous avons la jeunesse béninoise composée de quatre étudiants, un journaliste membre du Réseau des Journalistes du Bénin pour l'Eau et l'Assainissement (RJBEA), deux représentants de l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB) dont un Maire ; un représentant de la Direction Générale de l'Eau (DGEau); un Député à l'Assemblée nationale, Sabi SOULE, un universitaire et quatre membres du Cadre de Concertation des Acteurs Non Etatiques de l'Eau et de l'Assainissement (CANEA).*

**E**n participant à ce pré-forum, les représentants du Bénin avaient pour objectifs, de présenter les contributions des acteurs béninois aux avancées du secteur; de donner de la visibilité aux actions conduites aux niveaux national et local, échanger avec tous les acteurs sur le processus de préparation du 7ème FME ; et enfin pour la jeunesse béninoise, de contribuer à l'émergence de la conscience de la jeunesse africaine sur les enjeux et défis du secteur de l'eau et de l'assainissement.

Au total, ces objectifs ont été atteints. Parce que, en dehors de leur participation active au cours des différentes sessions thématiques, certains ont animé des sessions techniques portant sur le processus des Sciences-Technique-Innovation et Education (SITE) et le processus Collectivités territoriales et Société Civile.

C'est le cas de Arnauld ADJAGODO qui a présenté une communication sur le « Plaidoyer, mobilisation de la société civile et influence du politique, cas du PNE-Bénin » au cours de la session sur les collectivités locales et la société civile. Dans cette même session, le journaliste Alain TOSSOUNON a également partagé l'expérience du Réseau des Journalistes du Bénin pour l'Eau et l'Assainissement (RJBEA) en matière de contribution des médias à la mobilisation citoyenne pour les changements positifs dans le secteur de l'eau et de l'assainissement au Bénin. Pour les collectivités locales, l'expert eau et assainissement de l'ANCB, Segla LIHOUSSOU, a échangé avec les participants sur la « Mise en place d'un suivi technique et financier des services d'Eau et d'Assainissement au niveau local au Bénin ». Pendant ce temps, d'autres acteurs béninois notamment le professeur Euloge AGBOSSOU de l'Institut National de l'Eau et le Député Sabi SOULE étaient panélistes respectivement dans les sessions réservées à la gouvernance de l'eau et à l'implication des parlementaires.



**Photo de famille des membres de la délégation béninoise**

Egalement actifs, les jeunes béninois ont participé aux échanges portant sur la responsabilité et l'implication de la jeunesse africaine dans le secteur qui ont été sanctionnés par une Déclaration finale.

Au terme de leur participation, les membres de la délégation béninoise ont retenu de mettre sur pied un comité de pilotage pour le processus de la préparation de sa participation au 7ème Forum Mondial de l'Eau. Surtout, les membres de la délégation souhaitent voir le Ministère en charge de l'Eau prendre le lead et s'impliquer activement au processus sous régional pour l'identification des priorités. De même, ils ont retenu la mise en place d'un cadre de concertation multi-acteurs en prélude au FME et une évaluation des engagements pris au 6ème FME. Quant aux jeunes, avec le soutien des acteurs du secteur, ils souhaitent créer un réseau des jeunes parlementaires pour l'eau et l'assainissement afin de faciliter la mobilisation de la jeunesse béninoise sur les questions liées à l'eau et à l'assainissement.

**A. T.**

# Actualité

## Amélioration de l'accès des populations aux services WASH au Bénin

### Les membres du CANEA à l'école du suivi-budgétaire des finances publiques

#### (Renforcer le plaidoyer pour l'accès des populations aux services WASH)

*Afin d'intensifier leur plaidoyer et de contribuer efficacement à l'amélioration de l'accès durable des populations aux services d'eau, d'hygiène et d'assainissement (WASH), les membres du Cadre de Concertation des Acteurs Non Etatiques de l'Eau et d'Assainissement (CANEA) étaient en session de formation les 17 et 18 juillet 2014 à Porto-Novo. Portant sur le suivi budgétaire des finances de l'Etat dans le secteur WASH, cette session ouvre la voie au renforcement des actions du plaidoyer de ce cadre pour une meilleure priorisation et gestion des ressources publiques au profit du secteur vital.*



**Photo de famille des participants à l'atelier**

Partager avec les membres le processus d'élaboration et les familiariser avec la lecture du budget général de l'Etat surtout dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. C'est tout l'enjeu de cette session de formation des membres de ce cadre mis en place pour influencer les grandes orientations et décisions au profit des communautés.

A l'ouverture de la session, le coordonnateur de l'Alliance Wash-Bénin, Albert Eteka, s'est félicité de la tenue de cette session avant de convier les participants à suivre attentivement le contenu

de la formation en matière de suivi budgétaire.

En ouvrant officiellement les travaux, le Président du CANEA et Coordonnateur du PNE-Bénin, André Zogo, s'est réjoui de la présence effective de tous les membres à cette session qui constitue la deuxième grande activité après la marche organisée dans le cadre de la JME 2014. En justifiant la session de formation, il a signifié qu'elle constitue « une réponse aux difficultés rencontrées » par le CANEA dans la mise en œuvre de ses actions de plaidoyer visant à mettre en priorité les sec-

teurs de l'eau, l'hygiène et l'assainissement dans notre pays. A son avis, cet atelier permettra à la société civile WASH, une fois outillée, de « mieux influencer le budget alloué au secteur de l'eau et de l'assainissement ». En souhaitant plein succès aux travaux, il a lancé un appel aux participants à plus d'engagement autour des activités du CANEA.

Au cours des deux jours de formation, les participants ont eu droit à plusieurs communications de deux consultants à savoir Frédéric de SOUZA, de la Direction Générale du budget et Dieu-donné HOUINSOU de Social Watch.

Dans une première série de communications, les participants ont pu se familiariser avec les principes budgétaires, le processus d'élaboration du budget général de l'Etat, les procédures d'exécution des dépenses de l'Etat, les mécanismes de contrôle avec des cas pratiques de décryptage. Dans une seconde phase de la formation, ils ont eu droit aux outils et techniques de lecture du budget et au partage de l'expérience de Social Watch Bénin en matière de suivi sectoriel par les OSC.

Lors de la session, l'intérêt des participants a été manifeste avec des discussions sur les mécanismes de contrôle de la gestion des ressour-

ces publiques et surtout les dysfonctionnements constatés dans l'inobservance des sanctions prévues par la loi en cas de dérives.

Au total, pour les uns comme pour les autres, le thème de la session était pertinent parce qu'il aura permis de « démystifier » la lecture du budget et surtout de mieux appréhender comment les ressources sont affectées aux différentes dépenses de l'Etat. Désormais capables de comprendre et de lire le budget de l'Etat, les participants ont fait des recommandations au terme de la formation. Dans leur ensemble, ils ont souhaité une deuxième session qui portera sur le suivi budgétaire dans les communes et les mécanismes de transfert des ressources de l'Etat aux communes. Une véritable préoccupation pour les participants dont les structures interviennent dans les communes.

Par ailleurs, ils ont pris l'engagement de se mobiliser pour affiner la feuille de route élaborée afin de passer à sa mise en œuvre pour que désormais, le suivi budgétaire dans le secteur de l'eau et de l'assainissement soit une réalité au Bénin.

**Alain TOSSOUNON  
(RJBEA)**

# Analyse

## Participation du Bénin au 7ème FME

### La société civile inquiète de la préparation du processus

*Du 12 au 17 Avril 2015, la Corée du sud accueillera l'organisation du 7ème Forum Mondial de l'Eau (FME). Un rendez-vous international très important au cours duquel, les pays en voie de développement bénéficient souvent des engagements financiers des Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Mais, à moins d'un an de ce rendez-vous, les Acteurs Non Etatiques (ANE) du secteur de l'eau et de l'assainissement s'inquiètent de la faible mobilisation des acteurs étatiques dans la préparation du Bénin.*

**G**rand et important espace de dialogue entre les différentes parties prenantes et les autres groupes d'acteurs du secteur de l'eau, le Forum Mondial de l'Eau est un événement organisé tous les trois ans. Il rassemble aussi bien les Etats, les ministères sectoriels, les collectivités locales, les usagers, les organisations de la société civile (ONG, associations), le secteur privé, les Partenaires Techniques et Financiers que les médias. A cette rencontre, des tables rondes, des Foire-expositions et plusieurs activités permettant aux uns et aux autres de prendre des engagements réciproques. Autrement, il permet de drainer d'importantes ressources au pro-



#### Le Bénin a pris une part active aux travaux

fit des pays en voie de développement pour leur permettre de faire face aux défis du secteur pour les populations en général et les plus démunis en particulier.

Seulement, bénéficiaire des retombées d'un FME pour un pays

dépend de la qualité de sa préparation au processus mais aussi des participants qu'il envoie à cette rencontre.

En effet, il convient de signaler que le processus qui mène au FME passe par la mise en place de groupes régionaux devant identi-

fier les problèmes majeurs et proposer des solutions idoines pour résoudre durablement les problèmes liés à l'eau dans la région. Les réflexions de ces groupes régionaux devraient permettre d'identifier les défis majeurs qui sont syn-

# Analyse

thétisés dans un document consensuel que les acteurs de la région vont défendre au FME.

Et c'est sur ces deux éléments que les Acteurs Non Etatiques (ANE) du secteur de l'eau et de l'assainissement s'inquiètent de la participation du Bénin au 7ème FME. Qu'il nous souvienne, pour le 6ème FME à Marseille, alors que tous les pays de la sous-région avaient terminé avec leur Forum National, le Bénin traînait les pas au point que le financement réservé par l'ONG « Eau vive » pour le Bénin a connu une baisse en faveur d'autres pays. Cette fois encore, à moins d'un an de cet événement, on ne sent pas encore les autorités à divers niveaux préoccupées par l'organisation d'un dialogue multi-acteurs en vue d'identifier les principales thématiques à partager avec le groupe régional.

Car, depuis peu, les Acteurs Etatiques brillent par leur absence aux différentes rencontres régionales. C'est par exemple

le cas de la Semaine africaine de l'eau qui s'est déroulée du 26 au 30 mai 2014. Mais aussi, à Africa Water Forum de Ouagadougou, on a une fois encore noté une faible participation des Acteurs Etatiques. Si la société civile béninoise a pris une part active aux travaux de ces rencontres, ce n'est pas le cas pour les autorités gouvernementales dans la mesure où le Bénin a brillé par l'absence de ses décideurs à la semaine africaine de l'eau au Sénégal où le siège réservé au Bénin était vide. Pourtant, il est connu de tous que si la société civile fait le maximum de plaidoyer pour drainer vers le Bénin des partenaires avec des ressources, ces derniers ne s'engagent réellement que lorsqu'ils ont l'accord des décideurs. A titre d'exemple, on peut citer le 6ème FME où la présence effective du ministre Jonas GBIAN a beaucoup joué dans les retombées que le Bénin a eues. Elle a permis aux PTF de prendre envers le Bénin d'intéressants en-

gagements.

L'autre élément très important fondant l'inquiétude des Acteurs Non Etatiques (ANE) du secteur de l'eau et de l'assainissement, c'est surtout le nombre de participants qui représente le Bénin. Le nombre est toujours en deçà des attentes contrairement aux autres pays dont les représentants sont très nombreux. « J'ai aussi remarqué que le Bénin était sous représenté avec environ 16 ou 17 participants. Cela ne m'a pas permis d'être à toutes les sessions puisqu'il y avait des sessions parallèles qui se sont déroulées. On ne pouvait pas être présent à toutes les sessions. Pour cela, on a raté beaucoup d'opportunités. Ceci est lié au fait que pour ce qui est de la préparation de notre participation, nous n'avons pas été actifs », avait souligné l'ancien secrétaire général du ministère en charge de l'eau, M. Corneille AHOUAN-SOU au lendemain du 6ème FME.

En ce qui concerne les maires du Bénin, le constat est le même.

Ils sont aussi sous représentés pendant que leurs homologues des pays de la sous-région viennent nombreux pour saisir les opportunités de financement auprès des partenaires internationaux. Pourtant, ils vivent mieux les problèmes de fourniture d'eau des populations à la base.

Ainsi, pendant qu'il est encore temps, les Acteurs Etatiques doivent prendre leurs responsabilités pour une meilleure représentation du Bénin aux rencontres à venir à savoir la Conférence africaine sur l'assainissement (AfricaSan 4) à Dakar et le prochain Forum Mondial de l'Eau. De même, dans son rôle de plaidoyer, la société civile WASH du Bénin doit davantage se mobiliser et se doter d'une stratégie efficace pour amener les Acteurs Etatiques à mieux se préparer et garantir une forte représentation du Bénin aux grandes rencontres.

**Bonaventure KITI  
RJBEA**

# Parole aux acteurs

Félix Adégnika, membre de la société civile WASH du Bénin

« Pour que l'Afrique puisse parler d'une même voix au 7e FME, il faut que chaque pays organise son propre forum national »

*Au terme de sa participation à Africa Water Forum, nous avons rencontré l'expert eau et assainissement au Partenariat pour le Développement Municipal (PDM) et membre de la société civile WASH du Bénin. Dans cet entretien, sans langue de bois, il apprécie l'organisation de ce pré-forum et se prononce sur la préparation du Bénin au prochain rendez-vous du 7e Forum Mondial de l'Eau.*



**Pensez-vous qu'il était nécessaire d'avoir le pré-forum de Ouagadougou, Africa water forum?**

Je pense qu'il était nécessaire d'avoir ce pré-forum pour préparer le Forum Mondial de l'Eau. Ce qui n'a pas été bien, c'est la forme d'organisation. A mon avis, la façon dont les sessions étaient

modulées ne permet pas de tirer meilleur profit du contenu et de ceux qui étaient présents à ce forum. Mais qu'à cela ne tienne, nous avons eu des processus technique, politique et de la société civile.

Ce pré-forum est aussi important parce qu'il permettra à l'Afrique de pouvoir, au moment venu, parler d'une même et

intelligible voix. C'est une chose qui est possible à condition qu'on tienne compte des préalables. Seulement, pour que l'Afrique puisse parler d'une même voix, il aurait fallu que chaque pays organise son propre forum national et que les conclusions de ces fora nationaux soient synthétisées pour constituer la voix africaine. Malheureusement, nous n'avons pas adopté cette démarche mais, je pense que des dispositions sont prises pour que cela puisse se corriger rapidement.

**Le Secrétaire exécutif de AMCOW a souvent insisté pour que l'Afrique contribue à la définition des Objectifs post 2015. Est-ce que vous ne croyez**

**pas que c'est trop ambitieux ?**

C'est encore là l'une des faiblesses de ce pré-forum. Nous avons discuté du forum mondial qui n'est qu'un événement ponctuel même s'il a lieu tous les trois ans. Or, nous aurions pu centrer nos efforts sur l'agenda post 2015 dans lequel, l'Afrique a un grand rôle à jouer comme l'a dit le secrétaire exécutif de AMCOW. Tous les autres continents vont réussir cet exercice sauf l'Afrique. C'est donc à ce niveau qu'il y a de la matière et qu'il faut reformater les objectifs. Malheureusement, l'eau et l'assainissement ne sont pas en priorité dans les Agendas. Il y a environ sept cadres de concertation et dans le meilleur des cas,

## Parole aux acteurs

l'eau vient en troisième position, derrière l'éducation et la santé. Pour d'autres, c'est après l'agriculture et la sécurité alimentaire. Cela veut dire que tout le monde n'a pas compris le rôle que nous avons à jouer. Le forum de Ouagadougou a péché en ne mettant pas l'accent sur ce qui est dans le durable. Il s'est plutôt focalisé sur un événement ponctuel. Je vous rappelle que toutes les résolutions qui ont été prises à Istanbul ou Marseille n'ont pas eu d'impacts sur la situation. Je quitte Ouagadougou avec un peu de regret parce qu'on devrait faire le point de tout ce qu'on a dit à Marseille afin de voir ce qui a pu être fait et ce qui ne l'a pas été. C'est tout cela qui nous permettrait de réécrire Daegu 2015. Malheureusement, ce n'est pas fait.

**Vous pointez du doigt le pré-forum de Ouagadougou. Mais, il semble qu'au niveau national (Bénin), on n'a pas fait le point**

**du forum de Marseille...**

Vous avez raison et comme je le disais, il fallait que cela se passe dans les Etats avant qu'on nous parle du régional. Pour ce que je sais du Bénin, rien n'a été fait. Heureusement que nous avons encore quelques mois, moins d'un an en tout cas, pour nous préparer. Il faut que les fora nationaux se tiennent pour faire le point et aussi pour reformater les engagements. L'autre chose est que nous avons trois à quatre pays africains qui font partie des groupes de pays qui vont réfléchir sur l'élaboration de l'Agenda post 2015. Le Bénin en fait partie. Nous pensons qu'il faudra à ce pré-forum national, faire le plaidoyer de sorte à ce que celui qui représente le Bénin dans ce groupe puisse porter notre message pour que l'eau et l'assainissement soient dans les priorités de l'Agenda post 2015. Les gens avaient identifié 120 objectifs qui ont été

réduits jusqu'à 16 et puis maintenant on voudrait réduire encore jusqu'à 9. Dans un tel contexte, il est peu évident que l'eau et l'assainissement soient pris en compte. Et pour que cela puisse se faire, les pays doivent mettre la pression en refusant de signer les contrats si l'eau et l'assainissement ne sont pas intégrés.

**Mais au Bénin, on ne voit pas la société civile à laquelle vous appartenez donner de la voix pour dénoncer cet aspect de la chose...**

Je le reconnais. La situation est telle parce que tout le monde n'a pas pris conscience du danger qui nous arrive. En 2000, nous avons connu la même situation lorsqu'on a élaboré les OMD. Et on a attiré l'attention sur le fait qu'on a pris du retard de 6 ans. Il est vrai qu'actuellement, rien n'est fait encore. Mais je puis vous promettre qu'on va engager des actions de plaidoyer et de lobbying

afin qu'on se réveille. Mais la société civile seule ne peut pas faire cela. Nous avons besoin de l'appui du gouvernement.

**Est-ce que vous sentez venir une collaboration fructueuse entre l'Etat, les communes et la société civile pour mieux préparer le prochain Forum Mondial de l'Eau de Corée ?**

Malheureusement non. J'ai appris, je n'ai pas encore vérifié, qu'il y a un processus parallèle lent mené par les autorités en charge de l'eau du Bénin. Mais, je vous le dis, ça ne va pas aboutir parce qu'au regard du formatage du forum mondial, c'est plusieurs processus : société civile, ministériel, parlementaire... Bref, rien ne se fait au hasard. Donc au Bénin, il faut qu'on puisse se retrouver pour discuter. De toutes les façons, la société civile va donner de la voix très bientôt.

*Propos recueillis par  
Alain TOSSOUNON  
(RJBEA)*

# Parole aux acteurs

Armél OTEKO, jeune participant à AfricaWater Forum 2014

« Il faut que la voix de la jeunesse soit entendue »

*Après sa participation au 5ème Forum Mondial de l'Eau à Istanbul, Armél Oteko était aussi à Africa Water Forum de Ouagadougou comme plusieurs autres jeunes béninois et africains. Au terme de sa participation, il nous donne dans cet entretien, ses impressions sur le forum et justifie la présence des jeunes à ce forum.*



**Pourquoi pense-tu que les jeunes ont une place dans les discussions qui se mènent au cours des grandes rencontres sur l'eau ?**

La jeunesse doit participer à ces différents fora parce que la jeunesse est l'avenir de demain. Et il faut que la voie de la jeunesse puisse être entendue parce que les experts, nos pères, ils s'en vont déjà, ils ont fait déjà leur temps. Après tout, c'est nous qui devons les relayer donc il faut qu'on nous associe à la chose

pour qu'on puisse mieux apprendre. Nous sommes là pour que, si on se retrouve aussi à leur place pour savoir comment faire.

**Qu'est-ce que tu as appris de la participation à ces différents événements ?**

A ces différents fora y compris ce forum auquel nous participons, c'est des expériences que j'acquiers personnellement sur la thématique liée à l'eau et à l'assainissement. Et person-

nellement, je suis dans le domaine parce que je suis en train de faire une formation liée à l'eau et à l'assainissement à l'université. Concrètement, au niveau de ces différents fora, il faut que la jeunesse puisse être entendue. L'autre chose, nous contribuons au plaidoyer pour que la population puisse vraiment avoir accès à l'eau potable. C'est vrai, on ne cessera jamais de le dire mais dans nos villages reculés, il y a encore de ces populations qui n'ont pas encore accès à l'eau potable ni aux services d'hygiène et d'assainissement.

**Quand tu vas rentrer au pays, comment tu penses partager ce message avec les jeunes autour de toi ?**

De retour dans mon pays, j'essaierai d'abord au niveau de notre groupe de jeunes de partager le contenu de la déclaration finale des jeunes. Nous allons essayer de créer un réseau. Donc après le forum, il y aura un suivi de chaque participant au niveau de chaque pays. Pour ce forum,

on est quatre du Bénin et personnellement de mon côté, nous essayerons, de mettre en œuvre les recommandations issues du forum en ce qui concerne la catégorie jeunesse. Et en parlant des engagements au niveau du Bénin, il y aura la création avec l'appui de nos pères et des partenaires, du parlement national de la jeunesse pour l'eau. Après cela, nous allons beaucoup plus promouvoir l'éducation relative à l'environnement et surtout à l'eau et à l'hygiène. Le rapport OMS de 2000 a montré que si l'on accordait un peu plus d'attention à l'hygiène, à l'eau et à l'assainissement, les maladies diarrhéiques réduiraient de 45%. Donc, c'est important de faire le plaidoyer. Egalement aussi au niveau de la biodiversité, voir un peu au niveau de la jeunesse, comment faire les campagnes de reboisement et de sensibilisation sur la protection de notre écosystème.

**Propos recueillis par  
Alain TOSSOUNON  
RJBEA**

# Tribune des partenaires

## Amélioration de l'hygiène en milieu périurbain

### WASHplus, une solution scientifiquement prouvée

**Financé par l'USAID (Agence d'appui au développement du gouvernement américain), WASHplus est un programme qui intervient dans le secteur de l'eau et de l'assainissement au Bénin depuis 2012. Il vise à créer des environnements favorables pour l'amélioration de la santé des ménages et des communautés à travers des interventions à haut impact dans l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et la pollution de l'air intérieur.**

Disposant d'une expertise avérée en matière d'intégration des activités WASH dans les domaines comme l'éducation, le VIH / sida, la santé maternelle et infantile, et des programmes de nutrition, WASHplus utilise des interventions éprouvées pour réduire les maladies diarrhéiques et les infections respiratoires aiguës, les deux principales causes de mortalité des enfants de moins de cinq ans dans le monde. Outre la construction de partenariats solides pour accroître l'impact du programme, WASHplus étudie et promeut l'innovation dans le secteur WASH. Après une recherche sur le terrain ayant débouché sur la formulation d'un programme d'amélioration de l'hygiène en milieu périurbain, il a démarré en appui à des programmes déjà en exécution dans le domaine de la santé dans les quartiers pauvres des villes du Bénin, notamment à Cotonou, Porto-Novo et Abomey-Calavi en octobre 2012.

Le but de ce programme est, d'ici trois ans, de réduire la vulnérabilité aux maladies diarrhéiques et choléra des foyers habitant certaines zones périurbaines de Cotonou par des actions reproductibles et pérennes ciblant surtout les comportements clés liés à l'amélioration de l'hygiène. Ainsi, WASHplus cible les foyers pauvres des quartiers non

desservis tout en impliquant de multiples partenaires sociaux et commerciaux.

Ses principaux objectifs sont :

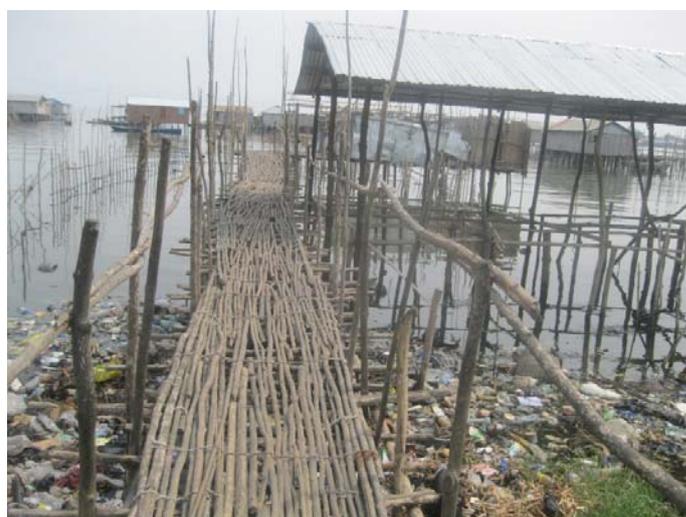
- Concevoir une intervention prouvée scientifiquement, fondée sur les résultats d'une enquête de base quantitative et qualitative, sur les pratiques de la santé environnementale et les conditions mises en place dans les quartiers périurbains pauvres et mal desservis;

- Promouvoir des pratiques d'hygiène améliorées scientifiquement prouvées qui réduisent les maladies diarrhéiques et le choléra, telles que le lavage des mains au savon et le stockage et le traitement de l'eau;

- Améliorer la disponibilité des produits, des technologies et des services qui permettent l'adoption de pratiques d'hygiène améliorées;

- Consolider les capacités techniques des partenaires locaux la conception, l'offre et le suivi d'interventions de changement de comportement en matière d'hygiène dans ces zones périurbaines.

Etant donné qu'il est encore au début de son intervention au Bénin et en phase pilote, le principal acquis du programme WASHplus est d'avoir permis d'améliorer la connaissance des problèmes WASH dans les quartiers pauvres urbains du Bénin. En effet, en vue d'identifier les problèmes



**Une zone insalubre dans un quartier de Cotonou en milieu urbain**

d'hygiène, d'assainissement et d'eau, de connaître les perceptions des populations concernées sur ceux-ci et de disposer de données statistiques sur ces zones, WASHplus a réalisé une étude de base disponible sur son site web : [www.WASHplus.org/Benin](http://www.WASHplus.org/Benin)

Dans le cadre de son intervention dans le secteur AEPHA et conformément à sa stratégie de travail, WASHplus envisage sur la base de l'étude réalisée une intervention pilote en collaboration avec PSI/ABMS dans deux quartiers périurbains de Cotonou afin d'améliorer les conditions d'hygiène et d'amener les populations de ces quartiers à adopter des comportements favorables à une

bonne santé. Par ailleurs, un « appel à l'action » (plaidoyer) est planifié avec l'UNICEF de sorte à susciter l'intérêt des acteurs étatiques et non étatiques aux problèmes WASH en milieu périurbain.

Convaincu de ce que la conjonction des efforts des différentes organisations permettra de venir à bout des problèmes d'hygiène, d'assainissement et d'eau que connaissent les populations, WASHplus reste ouvert au partenariat avec les structures locales intervenant dans lesdits secteurs. Pour plus d'information sur le projet USAID/WASHplus consulter le site [www.washplus.org](http://www.washplus.org).

**Armand AGUIDI  
(Coordonnateur du  
Programme WASHPlus)**

# Conseils et Innovations

## PREPARATION DE L'AFRIQUE AU 7<sup>ème</sup> FORUM MONDIAL DE L'EAU

### « L'AFRIQUE SE PREPARE AU 7<sup>ème</sup> FME »

LES GRANDES RECOMMANDATIONS DU FORUM AFRICAIN DE L'EAU TENU DU 12 AU 14 JUIN 2014 AU BURKINA-FASO

- ▶ Accorder au secteur de l'eau et l'assainissement un niveau de priorité très élevé. Cela passera par une amélioration substantielle des ressources budgétaires allouées au secteur de l'eau et de l'assainissement ;
- ▶ Traduire le droit à l'eau reconnu par l'assemblée générale de l'ONU de 2012 dans les lois de nos pays et les mettre en œuvre à travers les décrets d'application ;
- ▶ Promouvoir et soutenir de manière continue la participation inclusive de tous les acteurs de la société civile (y compris les Jeunes et les médias) et des collectivités territoriales à tous les niveaux ;
- ▶ Promouvoir la connaissance sur les ressources en eau (surface et souterraines) en mettant en avant les nouvelles technologies ;
- ▶ Promouvoir et soutenir de manière continue la participation inclusive de tous les acteurs de la société civile (y compris les Jeunes et les médias) et des collectivités territoriales à tous les niveaux ;
- ▶ Encourager les investissements innovants et durables dans le développement des infrastructures en eau et assainissement à travers des projets intégrés et des infrastructures naturelles ;
- ▶ Accélérer les processus de décentralisation et de transfert effectif des ressources et des compétences aux Collectivités territoriales et favoriser les partenariats entre ces Collectivités territoriales et les acteurs d'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage communale des services (OSC, Jeunes Volontaires, secteur Privé, Médias, ...).